

<http://www.ujfp.org/spip.php?article7562>



Ils ne nous feront pas taire !

- L'UJFP en action - Communiqués de l'UJFP -

UJFP

Date de mise en ligne : vendredi 6 décembre 2019

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

154 députés ont suffi pour faire adopter une prétendue « nouvelle définition » de l'antisémitisme. La veille de la première présentation de ce texte, le député Maillard était dans les colonies de Cisjordanie (que l'occupant appelle « Judée-Samarie ») et cette résolution répond aux souhaits des colons.

L'antisémitisme, c'est notre histoire intime. C'est une longue histoire de racisme d'État, de stéréotypes meurtriers, de discriminations, de pogroms et, au milieu du XXe siècle, d'extermination. Jamais nous n'accepterons que des colons suprématistes et négationnistes des droits des Palestiniens nous dictent ce que c'est.

L'antisémitisme, c'est une des formes du racisme. Jamais nous n'accepterons que des racistes nous dictent ce que c'est. L'État d'Israël est un État raciste, pas seulement contre les Palestiniens dont la dignité et les droits sont bafoués mais même à l'intérieur de la société juive israélienne vis-à-vis des Juifs orientaux et éthiopiens. La France dont l'Assemblée Nationale vient de voter ce texte, a des pratiques racistes régulières contre les Noirs, les Arabes, les Roms, les Musulmans ...

Les Palestiniens subissent un déni absolu de justice depuis des décennies : expulsés, occupés, enfermés, fragmentés, spoliés, le monde laisse faire et c'est un scandale. Les députés qui ont voté cette résolution soutiennent l'occupant et le texte voté veut nous obliger à l'allégeance. Jamais nous ne renoncerons à soutenir les droits du peuple palestinien.

La résolution votée voudrait travestir l'histoire. Jamais nous ne renoncerons à dire ce qui s'est passé. En 1948, 800 000 Palestiniens ont été expulsés de leur pays et cette expulsion était préméditée. Ce crime contre l'Humanité dure depuis plus de 70 ans.

Entre Méditerranée et Jourdain, la moitié de la population est palestinienne. Ils n'ont aucun droit et sont soumis au pire arbitraire. En 2011, le Tribunal Russell, composé de personnalités éminentes comme Stéphane Hessel, a jugé que l'État d'Israël était coupable du crime d'apartheid. En 2017, mandatés par une commission de l'ONU, Richard Falk et Virginia Tilley ont confirmé qu'Israël est un État d'apartheid. Jamais nous ne cesserons de l'affirmer d'autant que le vote en 2018 de la loi « Israël, État-nation du peuple juif » l'a officiellement confirmé.

En 2005, 172 associations palestiniennes ont lancé un appel mondial au BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions) jusqu'à ce que l'État d'Israël respecte le droit international. Le BDS exige la liberté, l'égalité et la justice pour les Palestiniens. Plus que jamais, nous appelons au BDS comme l'ont fait 30 organisations juives mondiales.

La liberté, en particulier celle d'exprimer sa pensée, fait partie de la devise de la France. Jamais nous ne cesserons de dire que le sionisme est une idéologie colonialiste, criminelle contre les Palestiniens et mettant en danger sciemment les Juifs. Jamais nous n'accepterons une quelconque « criminalisation » de l'antisionisme comme l'ont demandé 127 universitaires juifs du monde entier.

Confondre le judaïsme avec le soutien à un État multipliant les crimes et dont les dirigeants sont les amis de tout ce que le monde compte de dirigeants d'extrême droite et antisémites est une obscénité et une atteinte à notre mémoire.

Coïncidence ? La veille du vote de cette résolution liberticide, l'Arabie Saoudite prenait la tête du G20. Le même

Ils ne nous feront pas taire !

Parlement français qui veut nous bâillonner a voté sans sourciller les crédits militaires et donc la vente d'armes à ce régime génocidaire.

Nous ne sommes pas dans leur camp et ils ne nous feront pas taire.

La Commission Israël-Palestine, pour la Coordination nationale de l'UJFP, le 6 décembre 2019